

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La lutte pour l'émancipation en temps de crise écologique

Bernard Rioux

Number 24, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94056ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rioux, B. (2020). La lutte pour l'émancipation en temps de crise écologique. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 199–206.

La lutte pour l'émancipation en temps de crise écologique

Bernard Rioux

Rédacteur à Presse-toi-à-gauche

1. La vie et la civilisation humaine sur une planète menacée

Les bouleversements climatiques sont maintenant visibles pour la majorité de la population. Les périodes de canicule deviennent de plus en plus dangereuses. Les sécheresses provoquent partout d'immenses incendies. Des pluies diluviennes provoquent des inondations à certains endroits. Ouragans ou typhons sont plus destructeurs. La fonte des calottes glaciaires rehausse le niveau des eaux qui submergent des zones côtières, d'où des déplacements majeurs de populations. L'agriculture peine à empêcher les famines. L'accès à l'eau potable devient plus difficile pour d'importantes parties de la population humaine¹.

Mais il y a plus que les dérèglements climatiques. L'effondrement de la biodiversité résulte des rapports prédateurs imposés au monde vivant. L'agriculture capitaliste caractérisée par les monocultures, l'utilisation intensive des pesticides et la déforestation réduit les espaces de vie des non-humains. La pêche industrielle, par la multiplication des bateaux-usines, mène à la disparition de nombreuses espèces marines. Les élevages massifs créent des lieux de propagation de virus qui migrent des espèces animales vers l'espèce humaine. Les pollutions de toutes sortes (particules fines, continents de plastique, pollution par l'industrie chimique, aliments industriels porteurs de maladies) montrent que les rapports humains à l'environnement se trouvent au fondement d'une crise écologique aux conséquences mortifères.

Ces changements provoquent des migrations climatiques qui affectent des centaines de millions de personnes. De plus en plus, ces migrations, originellement

1 Jean Ziegler, *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, Paris, Seuil, 2011.

effectuées à l'intérieur des pays et sur un axe sud-sud, se multiplient sur un axe sud-nord comme les vagues de migrations récentes du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Dans ce texte, nous allons esquisser les dimensions politiques de cette crise globale, en insistant sur certains facteurs : le rôle de l'impérialisme et l'exacerbation de la lutte pour les ressources ; la multiplication des guerres ; la montée des régimes autoritaires et le recul de la démocratie au Nord comme au Sud, à l'enseigne de la peur de l'autre, de la xénophobie et du racisme. Nous concluons en abordant des pistes permettant de fédérer les forces qui résistent à ces dynamiques destructrices.

2. La phase chaotique et destructrice du capitalisme tardif

La prédation impérialiste

La prédation impérialiste conduit au quasi-épuisement de plusieurs ressources de la planète. Elle s'impose dans une société productiviste et consumériste qui prétend que sa croissance ne doit pas connaître de limites, malgré les limites bien connues de la planète. Appuyés par les États impérialistes et les institutions internationales – Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce – à leur service, les multinationales qui planifient leurs stratégies d'accumulation s'accordent le droit de s'emparer des énergies fossiles et des richesses minières partout sur la planète, de détruire l'agriculture d'autosubsistance et de produire à moindre coût en exploitant la main-d'œuvre du Sud. Ces États impérialistes étendent leur puissance souveraine sur des États dominés et exercent leur prétendu « droit d'ingérence » pour imposer la domination de leurs entreprises, de leurs modes d'organisation politique et de leurs valeurs.

Au nom du libre-échange et des ajustements structurels, les institutions comme la Banque mondiale et le FMI contraignent les États du Sud à renoncer à des dépenses vitales en matière de santé, de logement et d'éducation, ce qui provoque la détérioration radicale de la qualité de vie de vastes secteurs de la population. Des régions sont transformées en zones franches dans lesquelles les multinationales exploitent les travailleurs et les travailleuses pour des salaires de misère et des conditions de travail extrêmement difficiles. Alors que les politiques néolibérales des États impérialistes affaiblissent leur propre système de santé – comme l'a démontré la pandémie du coronavirus –, les pays du Sud se retrouvent sans les structures sanitaires essentielles pour soigner leur population.

La multiplication des guerres

Les guerres de prédation sur les richesses naturelles et les ressources alimentaires ainsi que les guerres de démantèlement de territoires nationaux pour renforcer les positions géostratégiques des puissances impérialistes marquent notre époque néolibérale,

d'où le développement des industries d'armements et d'armées qui portent une responsabilité importante dans une croissance énergivore qui affecte l'ensemble du système-terre². Parallèlement se multiplient des milices privées qui mènent des guerres d'extermination et favorisent le surgissement d'idéologies racistes. On « décivilise » de larges secteurs de la population comme on peut le voir dans la société étatsunienne qui vit encore les conséquences de l'esclavagisme qui a marqué l'histoire de ce pays³.

La montée des régimes autoritaires

Pour la classe dominante, il s'agit non seulement de repousser les pressions populaires, mais d'utiliser la répression policière et judiciaire et parfois militaire pour casser les mobilisations. Il lui importe de réduire les espaces démocratiques afin de défendre le maintien de la société capitaliste malgré les inégalités de plus en plus grandes. Les dernières décennies ont démontré que la logique capitaliste conduit l'oligarchie régnante à faire des choix proprement suicidaires, en poursuivant des politiques de soutien aux énergies fossiles, la croissance à tout prix, le consumérisme et le gaspillage sans limites, la privatisation des services publics et la militarisation de l'économie. L'unique objectif est de renforcer l'accumulation capitaliste. Devant les mobilisations pour le climat, particulièrement celle de la jeunesse, les classes capitalistes et leurs gouvernements se complaisent dans des manœuvres mensongères. Jusqu'à maintenant, les puissances capitalistes refusent de signer tout traité contraignant et de prendre des mesures concrètes face aux dangers du réchauffement climatique et, plus largement, de la crise environnementale.

Des secteurs climatonégationnistes placent au-dessus de tout le « droit » des entreprises de continuer leurs stratégies d'accumulation qui conduisent à la destruction des écosystèmes. Trump, Bolsonaro ou Orban « aiment gouverner de façon autoritaire, ont peu de respect pour les institutions, s'opposent à l'immigration, soutiennent une exploitation sans limites des ressources, s'appuient sur des religieux ultraconservateurs et accordent peu de place aux femmes, quand ils ne sont pas carrément misogynes⁴ ».

Xénophobie, racisme et migrations

La mise en place d'États autoritaires mène à des crises d'hégémonie, où les classes dominantes ne peuvent plus faire croire qu'elles agissent pour la majorité de la population. Ces crises facilitent la remontée des mouvements de droite et d'extrême droite, comme on le constate en Russie, en Pologne, en Hongrie, mais également, en France,

2 Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Paris, Zones, 2014 et Harald Welzer, *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Gallimard, 2008.

3 Éric Alliez et Maurizio Lazzarato, *Guerres et Capital*, Paris, Éditions Amsterdam, 2016.

4 Claude Vaillancourt, « Le climatosepticisme sous l'aile de la droite radicale », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, hiver 2020.

en Italie, aux États-Unis, en Allemagne. On observe également ce phénomène dans les pays du Sud, que l'on pense aux fondamentalismes hindou ou musulman. Dans ces cas, l'avenir de la nation et sa protection deviennent la référence majeure des protagonistes. Les forces nationalistes de droite élaborent des discours xénophobes dirigés non plus contre un ennemi de l' « extérieur », mais contre une menace « intérieure », celles des travailleurs et des travailleuses d'origine arabe, africaine, haïtienne ou plus généralement, contre les musulmans et les juifs⁵.

L'immigration – actuelle et à venir – provoquée par les bouleversements climatiques occupe une place centrale dans ces politiques. Il s'agit, d'une part, d'ajuster de façon stricte des permissions d'entrée sur le territoire aux besoins des entreprises et, d'autre part, de rejeter les personnes qui cherchent à migrer pour trouver de meilleures conditions de vie ; d'où la multiplication des murs physiques ou virtuels, amplifiés par les discours xénophobes et racistes qui visent à sanctuariser le territoire des différents pays capitalistes avancés. L'écoanxiété et la peur des personnes migrantes créent un terrain fertile aux discours de la droite et de l'extrême droite, à la résurgence des théories du bouc émissaire et à la désorientation de larges secteurs de la population. Ces interventions, qui appartiennent au champ nationaliste dominant dans les forteresses impérialistes, n'ont rien à voir avec la défense des nations opprimées, laquelle s'inscrit dans un cadre anti-impérialiste et anticolonialiste.

La montée du nationalisme xénophobe et raciste – et particulièrement de l'islamo-phobie – se développe contre les travailleuses et travailleurs migrants d'origine arabe, africaine, moyen-orientale ou haïtienne. Ce nationalisme s'explique par le déclin des projets d'émancipation de la gauche, par le recul de la solidarité de classe et des capacités de résistance au néolibéralisme et par la dérive néolibérale de la social-démocratie. Au Québec, l'audience de ces discours s'élargit en lien avec l'orientation de la direction péquiste vers le nationalisme ethnique et la prise du pouvoir par la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui joue sur les craintes identitaires. Que le Parti libéral (PLQ), le Parti québécois (PQ) et la CAQ aient rejeté la tenue d'une simple commission d'enquête sur le racisme systémique montre le danger de voir se renforcer le poids des forces politiques xénophobes et racistes.

L'affirmation éhontée de la domination patriarcale

La nouvelle phase de la mondialisation capitaliste – alors que la crise climatique est devenue visible au monde entier – approfondit le formatage de subjectivités propres à la guerre et à la construction du mâle blanc combattant pour le maintien des formes actuelles de la société dominante. Cette spirale continue de définir les

5 Michael Löwy, *Patries ou Planètes ? Nationalismes et internationalismes, de Marx à nos jours*, Lausanne, Éditions Page deux, 1997 et Alain Bihl, *Le crépuscule des États-nations. Transnationalisation et crispations nationalistes*, Lausanne, Éditions Page deux, 2000.

femmes comme une minorité de genre pouvant être soumise à des féminicides, et de définir les colonisé-e-s comme une minorité de race devant être asservie aux besoins du maintien de la domination blanche.

Les changements climatiques affectent de manière disproportionnée les groupes sociaux les plus vulnérables. C'est le cas des femmes et des filles, en raison notamment des rôles et des tâches qui leur sont attribués – s'occuper des terres, aller chercher l'eau, s'occuper des enfants et de la famille – et des discriminations auxquelles elles font face – accès restreint aux ressources et à l'éducation. Dans le cas d'une catastrophe naturelle, le risque de décès est 14 fois plus élevé chez les femmes et, pendant les déplacements causés par des événements climatiques extrêmes, le risque de violence et d'agressions sexuelles augmente pour les femmes et les filles. Les effets des changements climatiques entraînent des conséquences désastreuses sur leur santé, leur sécurité, leurs droits et leur situation économique⁶.

3. Des orientations stratégiques en ces temps de catastrophes

La classe dominante internationale revendique la planète comme un territoire commun à exploiter et à diriger dans une globalisation sans limites. Contre cette perspective s'opposent celles et ceux qui sont contraints à l'errance et qui résistent pied à pied dans une ville, un pays ou un continent aux stratégies d'accumulation capitaliste qui mènent à la destruction de la civilisation humaine. Leur défi est de se constituer en une communauté politique au niveau mondial. Cependant, les masses populaires ne pourront y parvenir qu'en détruisant la domination de classe au niveau local, régional, national, continental et mondial pour imposer leur propre domination, seule solution pour conjurer le chaos écologique destructeur qui s'annonce. Les différents niveaux stratégiques doivent être consciemment articulés et interreliés pour favoriser la reprise en main de la majorité populaire sur leur vie à tous ces niveaux.

C'est en n'oubliant aucun de ces champs d'action que l'on pourra construire un véritable internationalisme, dans ce que Boaventura de Sousa appelle le « cosmopolitisme insurgé », qu'il définit comme « la résistance organisée au niveau transnational contre les échanges inégaux produits ou intensifiés par les localismes mondialisés et les mondialismes localisés, organisée à travers des liens locaux/mondiaux entre organisations sociales et mouvements sociaux représentant les classes et les groupes sociaux unis en luttes concrètes contre l'exclusion, l'inclusion subordonnée, la destruction des moyens d'existence et la destruction écologique, l'oppression politique, ou l'étouffement culturel, etc.⁷ ».

6 Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), *Pour une justice climatique féministe*, juin 2019, <www.aqoci.qc.ca/?pour-une-justice-climatique-feministe>.

7 Gilbert Achcar, *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme*, Arles, Sindbad/Actes du Sud, 2015.

Depuis le début du siècle, on retrouve sur tous les continents de larges mouvements sociaux porteurs de paix, d'aspirations à un rapport à la nature non prédateur, d'une volonté de distribution égalitaire des richesses et d'une solidarité internationaliste véritable. Du mouvement contre les guerres impérialistes au mouvement altermondialiste pour la justice sociale, aux grandes mobilisations pour la démocratie et pour les droits des femmes contre les violences patriarcales, la spirale montante de la résistance est à l'œuvre. Cependant, cette réalité mondiale de la résistance n'a pas encore débouché sur un projet social global, ni sur des stratégies partagées et des formes de coopération politique, ni sur des organisations concrètes nécessaires pour faire face à l'ampleur de la crise sociale mondiale.

Résolution des problèmes planétaires par la coopération internationale et un plan global

On ne peut plus définir les orientations politiques stratégiques à partir du seul niveau national. Car les défis qui sont devant nous sont des problèmes mondiaux. Il est nécessaire de dépasser l'espace national, même si celui-ci demeure un espace stratégique incontournable pour contrer le nationalisme qui réduit les horizons sur un territoire limité. La convergence des résistances aux problèmes posés à l'humanité et à la vie sur la planète doit reposer sur la conscience d'appartenir à une communauté politique universelle, capable d'exercer un véritable pouvoir sur les plans économique, écologique et démocratique.

La nation comme fondement d'un nouvel internationalisme

La définition de la nation est un enjeu de la lutte de classe. Soit la nation, sa configuration et son idéologie sont le produit de la bourgeoisie et de la place que cette dernière veut occuper dans le système mondial, soit elle est définie par les classes populaires comme une communauté qui vise la déconnexion du système impérialiste et aspire à construire un nouvel internationalisme reposant sur une solidarité de classe internationale.

Une nation déconnectée du système mondial et refusant toute solidarité avec les puissances capitalistes est une nation qui veut assurer la fusion entre la tradition classiste, socialiste et anti-impérialiste et les dimensions féministes, écologiques et démocratiques des mouvements des nations dominées, et particulièrement des nations autochtones. C'est dans une telle nation que la souveraineté populaire peut réellement s'exprimer jusqu'au bout et que l'indépendance peut se réaliser sur une base émancipatrice.

Une nation dont la majorité populaire a su prendre la direction de sa libération rejette tout nationalisme identitaire. Pour une telle nation, les « gens qui vivent ici

sont d'ici⁸ ». Une telle nation fait de l'ouverture des frontières et de la liberté d'installation le centre de son combat internationaliste et définit son indépendance comme la liberté de nouer des liens avec les peuples du monde qui sont en lutte pour se soustraire à la domination des puissances capitalistes.

Car, dans le monde réel, il n'y a pas un simple face à face entre l'oligarchie financière internationale et les peuples du monde. Il y a dans chaque pays, un État aux mains d'un bloc de classe au pouvoir, adossé à cette oligarchie politique pour défendre ses propres intérêts de classe. La définition du projet national du bloc au pouvoir se module selon le mode d'articulation d'un État en particulier avec la classe capitaliste mondialisée.

Il est vrai qu'une réponse adéquate à la crise écologique exige certaines relocalisations, comme la préservation de la souveraineté alimentaire à l'encontre de l'agro-exportation et la production de biens et ressources sanitaires pour faire face à des pandémies. Cependant, il faut en finir avec une vision étroitement nationaliste.

Comme l'explique Michel Husson, « la question du climat se joue par définition au niveau de la planète et c'est pourquoi une planification à l'échelle mondiale est nécessaire. C'est la condition pour que les efforts soient répartis en tenant compte de la dette écologique contractée par les pays les plus riches qui devrait être payée par des transferts technologiques vers les pays en développement⁹ ». Et c'est pour cela que toute « démondialisation » qui ne pose pas les enjeux d'une autre mondialisation fondée sur la solidarité des peuples de la terre ne pourra faire face aux problèmes posés par les changements climatiques et la crise de l'environnement.

Contre les guerres, la domination coloniale et le racisme

La crise climatique crée un contexte de guerre généralisée et permanente. La lutte pour la paix devient une tâche centrale pour favoriser l'émergence d'une communauté politique globale. Il faut reconstruire le mouvement antiguerre, car la guerre tend à devenir un quotidien banalisé. Cette construction passe par la lutte contre la production d'armements et pour la reconversion de ce type d'entreprises, par la diminution radicale des budgets de la défense et le transfert des budgets vers l'accélération de la transition énergétique, par la fin de la recherche pour produire des armes de destruction massive. Elle passe aussi par le refus de la participation des armées impérialistes aux guerres de prédation qui nourrissent un racisme endémique et cherche à transformer les migrants et les migrantes en ennemis de l'intérieur.

8 Daniel Bensaïd, *Le pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997.

9 Michel Husson, *Repères pour une autre mondialisation*, Amitié entre les peuples, 2009, <<http://hussonet.free.fr/mondirep.pdf>>.

Contre le patriarcat et la domination et la violence systémique envers les femmes

Dans cette période de néolibéralisme et de crise climatique, les femmes ont fait de leur combat contre le patriarcat une lutte internationale. La Marche mondiale des femmes, les grèves de femmes contre la violence et les féminicides, leur rôle central dans les mobilisations populaires sur tous les continents ont fait de leurs luttes un phare qui indique la possibilité de construire un vaste mouvement de solidarité à l'échelle internationale. Ce type de combat constitue un apport irremplaçable au développement d'une conscience anticapitaliste globale, qui favorise l'intégration des luttes dans une période où la volonté de division et de fragmentation représente un instrument essentiel du système capitaliste.

Pour sortir de la crise écologique globale, la convergence des luttes

La lutte contre le changement climatique, la crise écologique et l'effondrement de la biodiversité requièrent une capacité d'opérer une série de ruptures avec les structures économiques, sociales et politiques du système capitaliste. Cela passe par :

- des choix économiques et environnementaux pour en finir avec la propriété privée des moyens de production et pour instaurer la démocratie économique permettant à la majorité populaire de prendre les décisions sur les choix économiques ;
- l'expropriation des entreprises extractives et l'obligation réglementaire de garder les hydrocarbures sous terre ;
- l'élaboration d'une décroissance solidaire, nécessaire pour sortir du productivisme ;
- la création d'institutions permettant la démocratie directe et participative qui dépasse la simple démocratie représentative qui trop souvent sert la reproduction des élites ;
- une redistribution égalitaire de la richesse et une révolution culturelle s'enracinant dans les combats quotidiens pour l'égalité, la justice et la fin de la prédation de la nature.

Une politique d'émancipation humaine passera par l'articulation dans une perspective globale des mobilisations contre le système monde impérialiste et colonial qui favorise les inégalités et nourrit le racisme, par la lutte contre les rapports sociaux de classe qui fondent un système plus ancien encore, le système patriarcal, et enfin par la lutte contre la prédation de la nature, qui devient un axe central, car nous sommes à un moment où cette destruction remet en question les possibilités de la poursuite de la civilisation humaine et de la vie.